

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Règlement d'Ordre intérieur du Conseil de Direction
du Ministère de la Justice

[9792]

Section 1. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le Conseil de Direction se réunit chaque fois que le Ministre, le Président ou deux membres au moins ayant voix délibérative le demandent et en tout cas, six fois par an.

Art. 2. Le Conseil de Direction est présidé par le Secrétaire général. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, le Président désigne le membre du Conseil de Direction qui le remplace.

Art. 3. Le Président rédige l'ordre du jour de la réunion. La convocation, l'ordre du jour et les documents concernant les points à discuter, sont envoyés aux membres, au moins huit jours calendriers avant la réunion.

En cas d'urgence motivée, le délai de convocation peut être réduit à deux jours calendriers précédant la date de la réunion.

Art. 4. Le membre empêché pour un motif impérieux de se rendre à la réunion en informe immédiatement le Président. Ce membre peut communiquer ses remarques ou avis au plus tard deux jours calendriers avant la réunion du Conseil de Direction au Président, qui les portera à la connaissance des autres membres avant le début de la discussion sur les points concernés.

Art. 5. De nouveaux points ne peuvent être ajoutés à l'ordre du jour que moyennant l'unanimité des membres présents, sauf s'il s'agit d'une demande du Ministre. En tout état de cause, de nouveaux points ne peuvent être ajoutés à l'ordre du jour s'ils concernent spécifiquement les services qui relèvent d'un membre empêché.

L'ordre du jour est, le cas échéant, complété dès le début de la réunion.

Art. 6. Si la majorité des membres en séance estime que la présence d'un membre empêché est indispensable pour l'examen d'un ou de plusieurs points de l'ordre du jour, le Président peut décider de reporter l'examen de ces points.

Art. 7. Si un membre du Conseil de Direction a un intérêt personnel à un ou plusieurs points de l'ordre du jour, il doit quitter la séance durant l'examen de ces points.

Art. 8. Le Président désigne le secrétaire et son remplaçant. Si le secrétaire a un intérêt personnel à un ou plusieurs points de l'ordre du jour, il doit quitter la séance durant l'examen de ces points et est remplacé par le secrétaire suppléant.

Lorsque ce dernier doit, pour les mêmes motifs, également quitter la réunion, un membre du Conseil de Direction assure le secrétariat.

Art. 9. Le Conseil délibère valablement si la majorité de ses membres est présente. A défaut, le Conseil peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 10. Les procès-verbaux des réunions sont signés par le Président et le secrétaire et sont transmis en copie à chaque membre du Conseil. Si aucune remarque écrite n'est adressée au secrétaire dans les six jours calendriers, le procès-verbal est approuvé.

En cas de remarques, les points litigieux du procès-verbal sont approuvés à la réunion suivante.

Section II. — Délibération et vote

Art. 11. Seuls les membres ayant assisté à l'entiereté des débats relatif à un point de l'ordre du jour participent au scrutin consécutif à ces débats.

Art. 12. Le Conseil de Direction statue à la majorité simple des suffrages exprimés. Les bulletins blanc ou nul ne sont pas considérés comme vote. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 13. Toute décision relative à une personne est prise après un scrutin secret.

Art. 14. Sans préjudice de l'application de l'article 12, le dépôt d'un bulletin blanc ou nul constitue un vote en cas de vote pour une personne.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Huishoudelijk Reglement van de Directieraad
van het Ministerie van Justitie

[9792]

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De Directieraad vergadert telkens de Minister, de Voorzitter of ten minste twee stemgerechtigde leden erom vragen en in elk geval zes maal per jaar.

Art. 2. De directieraad wordt voorgezeten door de Secretaris-generaal. Wanneer hij afwezig of verhinderd is, wijst de voorzitter het lid van de directieraad aan dat hem vervangt.

Art. 3. De Voorzitter stelt de agenda van de vergadering op. De oproepingsbrief, samen met de agenda en de bescheiden betreffende de te bespreken punten, wordt ten minste acht kalenderdagen voor de datum van de vergadering aan de leden toegezonden.

In de gevallen die met reden als spoedeisend worden beschouwd, kan de oproepingstermijn worden teruggebracht tot twee kalenderdagen voor de vergadering.

Art. 4. Het lid dat om een dringende reden verhinderd is zich naar de vergadering te begeven, brengt er onmiddellijk de Voorzitter van op de hoogte. Dit lid kan zijn opmerkingen of adviezen ten laatste twee kalenderdagen voor de Directieraad mededelen aan de Voorzitter die ze ter kennis van de andere leden brengt vooraleer de discussie van de bedoelde aangelegenheden aan te vatten.

Art. 5. Nieuwe punten kunnen slechts aan de agenda worden toegevoegd met eenparigheid van de aanwezige leden, behalve als het gaat om een vraag van de Minister. In geen geval kunnen nieuwe punten aan de agenda worden toegevoegd als ze specifiek betrekking hebben op de diensten die ressorteren onder een lid dat verhinderd is.

De agenda kan, in voorkomend geval, van bij het begin van de vergadering worden aangevuld.

Art. 6. Indien de meerderheid van de aanwezige leden de aanwezigheid van een verhinderd lid onontbeerlijk acht voor de behandeling van één of meer agendapunten, kan de voorzitter beslissen de behandeling van die punten te verlagen.

Art. 7. Indien een lid van de directieraad persoonlijk belang heeft bij één of meer agendapunten, dient hij de vergadering te verlaten tijdens de behandeling van deze punten.

Art. 8. De Voorzitter van de Directieraad wijst de secretaris en diens plaatsvervanger aan. Indien de secretaris persoonlijk belang heeft bij één of meer agendapunten, dient hij de vergadering te verlaten tijdens de behandeling van deze punten en wordt hij vervangen door de plaatsvervangend secretaris.

Indien ook deze een persoonlijk belang heeft, neemt een lid van de directieraad het secretariaat waar.

Art. 9. De raad beraadslaat geldig wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig is. Indien het quorum niet is bereikt, kan de raad na een nieuwe oproeping geldig beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 10. De notulen van de vergadering worden ondertekend door de Voorzitter en de Secretaris en aan alle leden overgezonden. Ze worden goedgekeurd indien er geen schriftelijke opmerkingen binnen de vier kalenderdagen bij de secretaris toekomen.

Ingeval van opmerkingen worden de betwiste delen van de notulen goedgekeurd op de volgende vergadering.

Afdeling II. — Beraadslaging en stemming

Art. 11. Uitsluitend de leden die hebben deelgenomen aan het geheel van de beraadslaging betreffende een agendapunt kunnen aan de daarmee verband houdende stemming deelnemen.

Art. 12. De Directieraad beslist bij gewone meerderheid der uitgebrachte stemmen. De blanco en de ongeldige stemmen worden niet meegerekend. Bij slaking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 13. Elke individuele beslissing ten opzichte van een persoon wordt, na algemene bespreking, genomen bij geheime stemming.

Art. 14. Onverminderd de toepassing van artikel 12 worden blanco en ongeldige stemmen wel meegerekend bij stemmingen betreffende een persoon.

Art. 15. La présentation comprend au maximum cinq candidats; elle donne lieu à un vote séparé pour chacun de ceux-ci.

Art. 16. Le candidat qui obtient le plus de voix est retenu, à condition qu'il recueille un nombre de voix favorables supérieur aux votes nuls et blancs.

Art. 17. Il est procédé à un second scrutin si aucun candidat ne recueille la majorité requise. Celui-ci se déroule conformément aux articles 13 à 16.

Sans préjudice de l'application de ces articles, le Président décide en cas de parité des voix.

Art. 18. En cas de candidature unique ou si une seule candidature doit encore être examinée, il est procédé conformément aux articles 13 à 17 du règlement.

Art. 19. Le Président procède au dépouillement du scrutin et en communique les résultats à l'assemblée.

Le secrétaire acte le résultat des délibérations au procès-verbal.

Art. 20. Les candidats sont classés suivants l'ordre décroissant du nombre de voix obtenues.

Les candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix favorables et négatives sont classés ex aequo.

Art. 21. Tout scrutin dont le déroulement ne serait pas conforme aux règles du présent règlement est nul et doit être recommencé. Le résultat n'est pas consigné dans le procès-verbal. Il y est, par contre, fait mention du scrutin et du motif de sa nullité.

Art. 22. En cas de prise en considération du recours d'un candidat contre une présentation du Conseil de Direction, celui-ci procédera à un réexamen du dossier conformément aux articles 11 à 21 du règlement en tenant compte des motifs invoqués dans le recours.

Art. 23. L'intéressé a le droit d'être entendu personnellement lors de ce réexamen.

Approuvé par le Conseil de Direction en sa séance du 29 septembre 1995.

Le Secrétaire,
K. Geerts.

Le Président,
J. Baret

Ordre judiciaire

[1995]

Publication des places vacantes :

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Tielt : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice, dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire);

[1991]

— employé :

— au greffe du tribunal de commerce de Termonde : 1;

— au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Dinant : 1.

Les candidats sont priés d'adresser leur demande par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent avis.

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

Art. 15. Er worden ten hoogste vijf kandidaten voorgesteld; na de voorstelling wordt voor elke kandidaat een afzonderlijke stemming gehouden.

Art. 16. De kandidaat die de meeste stemmen krijgt, is gekozen, op voorwaarde dat het aantal door hem verkregen stemmen hoger ligt dan het aantal ongeldige en blanco stemmen.

Art. 17. Indien geen enkele kandidaat de vereiste meerderheid haalt, wordt overgegaan tot een tweede stemronde, overeenkomstig de artikelen 13 tot 16.

Onverminderd de toepassing van deze artikelen beslist de Voorzitter bij staking van stemmen.

Art. 18. Indien er slechts één kandidatuur is of indien nog over één kandidatuur moet worden gestemd, wordt op dezelfde wijze gehandeld als in de artikelen 13 tot en met 17 van dit reglement.

Art. 19. De Voorzitter telt de uitgebrachte stemmen en deelt het resultaat mee in de vergadering.

De secretaris vermeldt het resultaat van de beraadslagingen in de notulen.

Art. 20. De kandidaten worden gerangschikt volgens dalende volgorde van het aantal stemmen die ze hebben gekregen.

De kandidaten die een gelijk aantal stemmen krijgen worden ex aequo gerangschikt.

Art. 21. Een stemming die niet is verlopen overeenkomstig de bepalingen van dit reglement is nietig en moet worden overgedaan. Het resultaat ervan wordt niet opgenomen in de notulen. De stemming en de reden van nietigheid wordt daarentegen wel vermeld.

Art. 22. Indien het bezwaar van een kandidaat tegen een voordracht van de raad in aanmerking wordt genomen, zal de directieraad de procedure heroverwegen overeenkomstig de artikelen 11 tot en met 21 van dit reglement, rekening houdende met de motieven die in het bezwaarschrift worden aangehaald.

Art. 23. De betrokkene heeft het recht persoonlijk gehoord te worden tijdens deze tweede beraadslaging.

Door de Directieraad goedgekeurd in zijn vergadering van 29 september 1995.

De Secretaris,
K. Geerts.

De Voorzitter,
J. Baret

Rechterlijke Orde

[1992]

Bekendmaking van openstaande plaatsen :

— plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Tielt : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangezekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht, binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek);

[1991]

— beambte :

— bij de griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde : 1;

— bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dinant : 1.

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag te richten bij een ter post aangezekend schrijven tot de heer Minister van Justitie, binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.